



Quel financement pour l'économie mondiale de demain ?



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES

MINISTÈRE
DU COMMERCE EXTÉRIEUR

BERCY, LE 13 DECEMBRE 2013

TRÉSOR
DIRECTION GÉNÉRALE



Quel financement pour l'économie mondiale de demain ?



Les Entretiens du Trésor

« Quel financement pour l'économie mondiale de demain ? »

Treasury Talks

« Which financing for the global economy in the future? »

- Programme / Program
- Notes de problématique / Issue notes
- Biographies des intervenants / Speaker's biographies



Quel financement pour **l'économie mondiale** de **demain** ?



Programme / Program

BERCY, LE 13 DÉCEMBRE 2013

TRÉSOR
DIRECTION GÉNÉRALE



Quel financement pour l'économie mondiale de demain ?



« Quel financement pour l'économie mondiale de demain ? »

9h00 **Ouverture**
Ramon Fernandez, Directeur général du Trésor

9h15 **Introduction**
Michel Barnier, Commissaire européen pour le marché intérieur et les services

Les débats seront animés par **Hedwige Chevillon**, rédactrice en chef, BFM Business

9h45 **Le nouvel environnement réglementaire a-t-il rendu le système financier plus sûr ?**
Introduction :
Jean Tirole, Président du Conseil d'Administration, École d'économie de Toulouse
Panel :
Mark Carney, Gouverneur de la Banque d'Angleterre, Président du FSB
Danièle Nouy, Secrétaire générale, Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR)
Michel Pébereau, Président d'honneur, BNP Paribas
Thierry Philipponnat, Secrétaire général, Finance Watch

10h45 **Vers une « déglobalisation » financière ?**
Introduction :
Hyun Song Shin, Professeur d'économie, Université de Princeton
Panel :
Agnès Benassy-Quéré, Présidente déléguée, Conseil d'analyse économique
Benoît Coeuré, Membre du directoire, Banque Centrale Européenne (BCE)
Philippe Hildebrand, Vice-Président, BlackRock
José Viñals, Conseiller financier et Directeur du Département des marchés monétaires et de capitaux, FMI

11h45 **Quelles évolutions pour le financement des entreprises ?**
Introduction :
Christian Noyer, Gouverneur, Banque de France
Panel :
Louis Gallois, Commissaire général à l'investissement
Clara Gaymard, Présidente, General Electric France
Jens Henriksson, Président, Folksam
Steven Maijoor, Président, Autorité européenne des marchés financiers (ESMA)

12h45 **Conclusion**
Pierre Moscovici, Ministre de l'Économie et des Finances

13h00 **Fin de la manifestation**



Quel financement pour l'économie mondiale de demain ?



« Which financing for the global economy in the future? »

- 9.00 am **Opening**
Ramon Fernandez, Director-General of the Treasury
- 9.15 am **Key note speech**
Michel Barnier, European Commissioner for Internal Market and Services

The conference will be moderated by **Hedwige Chevrillon**, Editor-in-chief, BFM Business TV

- 9.45 am **Have post-crisis financial reforms made the world safer?**
Keynote speech:
Jean Tirole, Chairman of the Board, Toulouse School of Economics
Panel :
Mark Carney, Governor of Bank of England, Chairman of the FSB
Danièle Nouy, Secretary General, Prudential Control Authority
Michel Pébereau, Honorary Chairman, BNP Paribas
Thierry Philipponnat, Secretary General, Finance Watch
- 10.45 am **Towards a new era of financial “de-globalization”?**
Keynote speech:
Hyun Song Shin, Professor of Economics, Princeton University
Panel :
Agnès Benassy-Quéré, Deputy President of the Conseil d'Analyse économique (Council of Economic Analysis)
Benoît Coeuré, Member of the Executive Board, European Central Bank (ECB)
Philippe Hildebrand, Vice-chairman BlackRock
José Viñals, Financial Counsellor and Director Monetary and Capital Markets Department, IMF
- 11.45 am **Trends and fads in financing corporates**
Keynote speech:
Christian Noyer, Governor, Banque de France
Panel :
Louis Gallois, General Commissioner for Investment
Clara Gaymard, CEO, General Electric France
Jens Henriksson, CEO and President, Folksam
Steven Maijoor, Chairman, European Securities and Markets Authority (ESMA)
- 12.45 am **Conclusion**
Pierre Moscovici, Minister for the Economy and Finance
- 1.00 pm **The End**



Quel financement pour **l'économie mondiale** de **demain** ?



Notes de problématique / Issue Notes

BERCY, LE 13 DÉCEMBRE 2013

TRÉSOR
DIRECTION GÉNÉRALE



Quel financement pour l'économie
mondiale de demain ?



***Le nouvel environnement
réglementaire a-t-il rendu le système
financier plus sûr ? /
Have post-crisis financial reforms
made the world safer ?***



En 2005, le symposium de Jackson Hole a été l'occasion de passer en revue les développements les plus significatifs intervenus au cours des 19 années d'Alan Greenspan à la tête de la *Federal Reserve*. S'interrogeant sans a priori sur l'impact des innovations qu'avait connues le secteur financier, Ragurham Rajan est arrivé à la conclusion, assez critiquée à l'époque que « le monde n'est pas devenu plus sûr », contrairement à l'opinion communément admise.

Depuis le début de la crise, un effort global de renforcement de la régulation et de la supervision du secteur financier a été entrepris, dans le cadre du G20 de Washington (octobre 2008) et Londres (avril 2009). Cet effort est probablement sans précédent par le nombre des chantiers engagés simultanément. Ces chantiers ont permis de traiter l'essentiel, si ce n'est l'ensemble, des sujets identifiés comme problématiques à l'occasion de la crise financière. La qualité du capital des banques, la résilience de leur structure de refinancement, leur « résolubilité » ou encore l'appréciation des risques de leurs actifs ont été examinées. Parallèlement, l'organisation d'un certain nombre de marchés a été revue de manière significative tandis que la régulation et la supervision d'acteurs non bancaires (notamment, assurances, fonds) ont aussi été renforcées.

Ces réformes ont été conduites au niveau global, déclinées et approfondies dans le cadre européen et parfois complétées (comme récemment en France avec la loi de séparation et de régulation des activités bancaires) par des mesures nationales.

Certains de ces chantiers sont encore en cours. Pour d'autres, l'enjeu est désormais celui de la traduction législative et réglementaire effective et cohérente de ces grandes orientations dans l'ensemble des juridictions concernées. Pour d'autres enfin, le processus de consolidation est désormais bien engagé.

Au-delà du lobbying du secteur financier, le débat s'est porté sur les éventuels impacts (macro)économiques de ces réformes. Cette question légitime n'a pas de réponse totalement satisfaisante. Selon toute vraisemblance, l'impact macroéconomique n'est pas considérable mais les pouvoirs publics ont la responsabilité de surveiller attentivement la mise en oeuvre des réformes pour repérer d'éventuelles conséquences non anticipées et ajuster, si nécessaire, le calibrage des différentes réformes.

Plus fondamentalement, après 5 ans de travaux qui ont conduit la communauté des régulateurs et des superviseurs à traduire de manière concrète les quelques intuitions qui ont guidé ces réformes, l'exercice consistant à prendre du recul pour reconsidérer tous ces différents chantiers dans leur globalité reste encore largement à mener. Chaque réforme a répondu à sa propre logique mais la question de savoir si, ou plutôt dans quelle mesure, ces travaux ont permis de « rendre le monde plus sûr » reste encore en suspens.

Cette table-ronde pourrait donc aborder les questions suivantes :

L'ensemble des réformes constitue-t-il un tout cohérent qui renforce de manière significative la stabilité financière ?

Le cas échéant, quels sont les points d'attention qui méritent d'être surveillés pour assurer qu'elles délivrent effectivement leurs effets bénéfiques ? Comment peut-on en limiter les éventuels effets indésirables (en termes d'effets macroéconomiques comme financiers) ? Dans le cas contraire, quels devraient être les chantiers prioritaires ?

D'une manière générale, quelles vont être les conséquences « systémiques » de ces réformes : est-ce un changement de modèle de financement des économies les plus intermédiées, et quelles sont alors ses conséquences structurelles ? Quels sont les enjeux macrofinanciers internationaux ? Quelles conséquences pour le financement de nos économies ?)



Back in 2005, the Jackson Hole Symposium provided an opportunity to review the most significant developments during Alan Greenspan's 19 years at the head of the Federal Reserve. Raghuram Rajan took an open-minded look at the impact of the most recent developments in the financial sector and reached the conclusion, which was widely criticised at the time, that, contrary to conventional wisdom, it had not made the world safer.

With the start of the crisis, a worldwide effort to strengthen up regulation and supervision of the financial sector was initiated, following the G20 summits in Washington in October 2008 and in London in April 2009. There is probably no precedent for this effort, in terms of the number of initiatives taken at the same time. Each initiative deals with the main issues, if not all, identified during the financial crisis. The examination has focused on the quality of banks' capital, the resilience of banks' refinancing structures, their "resolvability", the assessment of the measure of how risky their assets are, etc. At the same time, a thorough review was conducted of how a number of markets (securities, derivatives) are organised. Regulation and supervision of non-bank players, such as insurance companies and investment funds, have also been tightened.

These reforms were designed at a global level, implemented and furthered in Europe and sometimes bolstered by national measures, such as France's recent Act on the separation and regulation of banking activities.

Some of the initiatives are still on-going, while others are at the stage where the main concern is how these guiding principles can be implemented effectively and consistently in the legislation of all of relevant jurisdictions. The implementation of other initiatives is already well under way.

Leaving aside the lobbying by the financial industry, the debate has focused on the potential impact of these reforms, particularly from a macroeconomic viewpoint. There are no fully satisfactory answers to this legitimate question. In all likelihood, the macroeconomic impact will not be that great, but public authorities will have to monitor implementation of the reforms very closely to spot any unexpected consequences and make adjustments when necessary.

At a more fundamental level, after five years of work by the regulators and supervisors to turn the intuitions behind these reforms into concrete measures, we still need to step back and look at all of these different initiatives as a whole. Each reform follows its own logic, but the question that remains is whether, or rather to what degree, these efforts have made the world safer.

This roundtable could therefore discuss the following questions:

Do all of the reforms form a consistent whole that has significantly enhanced financial stability?

If they do, what areas need closer attention to ensure that the reforms actually have a positive impact? How can we mitigate any undesirable macroeconomic or financial effects? If they don't, what should the regulators and supervisors be focusing on?

More generally speaking, what "systemic" consequences will these reforms have (i.e. will they bring about a change in the financing model for economies with the greatest amount of intermediation and what will the structural impact of this change be? International macroeconomic issues? Consequences for financing our economies?



Quel financement pour l'économie
mondiale de demain ?



***Vers une « déglobalisation »
financière ? /
Towards a new era of financial
« de-globalization » ?***

BERCY, LE 13 DÉCEMBRE 2013

TRÉSOR
DIRECTION GÉNÉRALE



La crise financière de 2007 est intervenue après un très profond mouvement de globalisation financière dont certains des aspects (déséquilibres mondiaux, mondialisation d'une recherche de rendement, etc.) en ont été, en partie, responsables. Elle s'est aussi traduite par une très brutale fragmentation avec dans un premier temps une re-régionalisation des marchés puis une re-domestication. La fragmentation de la zone euro est peut être le dernier exemple en date et le plus criant de cette évolution.

La crise a aussi été l'occasion de comprendre que les interactions entre secteurs et systèmes financiers étaient significativement plus complexes et déterminantes que l'opinion commune ne l'envisageait avant la crise. La signification macroéconomique et les déterminants microéconomiques des flux financiers bruts ou encore la nature précise des interactions (« *spill-over* ») ont été mis en évidence par la crise et appellent à un renouvellement de notre compréhension du système financier international.

Alors que la sortie de crise et ce qui semble être le nouvel état normal (« *new normal* ») se dessinent progressivement, la question de savoir quel sera le système financier international qui en émergera devient plus pressante.

La table ronde pourrait décliner trois thèmes autour de cette question :

Le paradigme d'une globalisation financière uniforme est-il soutenable ? Quel sera le degré d'intégration des marchés au niveau régional et/ou autour des différentes monnaies de réserve ? Comment sera assurée la connexion entre ces régions ?

Comment l'environnement prudentiel global (qui peut être à la fois un frein et un catalyseur d'une réorganisation du système financier international - c'est d'ailleurs dans ce contexte qu'est née la coopération entre régulateurs et superviseurs des principales économies) contribuera-t-il à déterminer un nouvel équilibre ?

Qu'est-ce que ces dernières années de crise nous ont appris sur le fonctionnement de la zone euro (notamment en terme d'intégration financière approfondie et soutenable) ? Au-delà de l'union bancaire, étape élémentaire et indispensable au renforcement de la zone euro, que faudrait-il faire pour permettre l'émergence ou la réémergence d'un marché des capitaux européen ? Dans quelle mesure cela serait-il bénéfique ou que faudrait-il faire pour assurer que le renouveau d'un marché des capitaux européen intervienne au bénéfice des ménages et des entreprises ?



Quel financement pour l'économie mondiale de demain ?



The 2007 financial crisis followed sweeping financial globalisation. Some of the related developments, such as global imbalances and the globalised search for yield, were partially responsible for the crisis. This crisis also led to a very sudden fragmentation of financial markets, starting with their re-regionalisation followed by their re-domestication. The fragmentation of the euro area is perhaps the latest and most blatant example of this change.

The crisis stressed the need to grasp how interactions between the real economy and financial systems were substantially more complex and crucial than was generally thought before. It highlighted the macroeconomic importance and microeconomic determinants of gross financial flows, as well as the specific nature of spillover effects, calling for us to deepen our understanding of the international financial system.

As the end of the crisis and what seems to be a new normal gradually take shape, we are left with the increasingly urgent question of what kind of international financial system will emerge.

The roundtable discussion could examine three issues surrounding this question:

Is the paradigm of uniform financial globalisation sustainable? How integrated will markets be at the regional level and/or in relation to the various reserve currencies? How will these regions interconnect?

How will the global prudential environment contribute to striking a new balance? This environment can either drive or hinder the reorganisation of the international financial system, hence the cooperation between the regulators and supervisors of the world's leading economies.

What have the crises in recent years taught us about the functioning of euro area (in terms of deepened and sustainable financial integration)? In addition to a banking union, which is a basic and critical step for strengthening the euro area, how will/could a European financial market (re)emerge? How would this be beneficial and/or what should be done to make it emerge for the benefit of European households and corporates?



Quel financement pour l'économie
mondiale de demain ?



***Quelles évolutions pour le
financement des entreprises ? /
Trends and fads in financing
corporates***

BERCY, LE 13 DÉCEMBRE 2013

TRÉSOR
DIRECTION GÉNÉRALE



Les entreprises ont connu une évolution considérable de leur environnement financier depuis le début de la crise.

En France, la baisse des taux directeurs a généralement permis aux entreprises de voir le coût de leur dette diminuer très significativement (même si, en parallèle du mouvement de baisse des taux moyens, on a assisté à un *repricing* du risque assez général) et leur endettement est resté assez dynamique pendant la crise. La composition de cet endettement a cependant connu des évolutions très marquées : face à l'augmentation du coût de refinancement de marché des banques (relativement aux *corporates*), les plus grandes entreprises et un nombre croissant d'entreprises de taille intermédiaire ont réduit leur recours au financement bancaire et accru leur recours aux financements de marchés ; parallèlement, les PME, structurellement dépendantes des banques pour leur financement ont vu leurs encours de crédit progresser.

Si le financement en dette est resté assez dynamique, la crise a marqué une pause dans la dynamique, observée dans les années 2000, de renforcement progressif des fonds propres. Le premier facteur de renforcement, la mise en réserve de résultat, a été arrêté dans un contexte d'activité dégradé. Les sources de financement externes (appel au marché, capital investissement) ont connu des évolutions très heurtées et restent encore en deçà des niveaux atteints avant crise.

Depuis quelques années, on observe, d'une part, des difficultés localisées dont certaines ont potentiellement des conséquences macroéconomiques à terme (financement de l'innovation, des créations d'entreprises ou des entreprises en croissance) et, d'autre part, des changements dans les pratiques (recours plus fréquent au financement de marché, développement d'instruments de type *crowdfunding*, etc.).

La recomposition en cours ne permet pas encore de distinguer nettement, parmi ces innovations, celles qui sont pérennes de celles qui resteront des modes sans lendemain. Dans ce contexte, la table ronde peut permettre d'apporter quelques éléments de réponse :

Quels sont les besoins actuels et futurs de financement des entreprises et notamment des PME ? Au-delà de la problématique quantitative du financement, comment les acteurs du financement peuvent-ils contribuer au renforcement de la compétitivité des entreprises ?

Quelles sont les transformations en cours dans le rôle respectif des différents acteurs du financement ? Par exemple, que devrait être demain le rôle des investisseurs institutionnels ? Quelles sont les conditions d'une implication réussie ? *A contrario*, quel sera demain le rôle des banques (arrangeur plutôt que financeur) ? Ces évolutions semblent-elles structurelles ou conjoncturelles ?

Quelles sont les conséquences plus larges de ces évolutions ? Comment interagissent-elles avec la structure de nos économies (sur le fonctionnement du marché du travail, sur celui du marché des biens) ? Qu'impliquent-elles pour les ménages qui assurent *in fine* le financement de l'économie ?



The financial environment for businesses has changed considerably since the start of the crisis.

Falling central bank rates have meant that French businesses have seen a clear drop in the cost of borrowing, even though the fall in average interest rates has been sometimes somewhat offset by a widespread repricing of risk. While French corporate debt levels increased during the crisis, their composition changed significantly:

As banks' market refinancing costs have risen (compared to those of corporates), the largest companies and a growing number of intermediate-sized enterprises have decrease reliance on banks borrowing and finance themselves more intensively through the market.

SMEs, which are structurally dependent on bank loans, have increased their borrowing.

Debt financing has continued to expand fairly rapidly, but the crisis halted the gradual build-up of equity seen in the previous decade. The leading equity-building factor, i.e. the capitalisation of profits, dried up when economic growth declined. External financing sources (public offerings, venture capital) have undergone wild swings and still fall short of pre-crisis levels.

In recent years, we have seen localised problems that could eventually have macroeconomic consequences in some cases, affecting financing for innovation, start-ups and growth businesses, for example. On the other hand, practices have changed as well, with more frequent reliance on market financing and the development of such instruments as crowdfunding.

These on-going changes mean that we cannot distinguish clearly between innovations that will last and those that will be passing fads. Given the context, the roundtable could address such questions as:

What are the current and future financing needs of businesses, and SMEs in particular? Looking beyond the quantitative problem of financing, how can financing providers contribute to boosting businesses' competitiveness?

What are the on-going changes in the respective roles of the different financing players? For example, what role should institutional investors play in the future? What are the keys to success? On the other hand, what is the future role of banks (arrangers rather than lenders)? Are these changes lasting structural shifts or only short-term developments?

What are the broader consequences of these developments? How do they interact with the structure of our economies (for example, interacting with labour and goods markets)? What do they mean for households, which are the ultimate providers of financing for the economy?



Quel financement pour l'économie
mondiale de demain ?



Biographies des intervenants / Speaker's biographies

BERCY, LE 13 DÉCEMBRE 2013

TRÉSOR
DIRECTION GÉNÉRALE



Quel financement pour **l'économie mondiale** de **demain** ?



Ouverture / Opening

BERCY, LE 13 DÉCEMBRE 2013

TRÉSOR
DIRECTION GÉNÉRALE



Ramon FERNANDEZ

Directeur général du Trésor

Ministère de l'Economie et des Finances

Ramon Fernandez est directeur général du Trésor depuis mars 2009. Jusqu'alors chargé des fonctions de chef du service du financement de l'économie à la DG Trésor, Ramon Fernandez a été, d'avril 2008 à janvier 2009, directeur du cabinet du ministre du travail, des relations sociales, de la famille et de la solidarité, après avoir été de juin 2007 à avril 2008, conseiller économique à la présidence de la République.

Ramon Fernandez, qui a effectué l'essentiel de sa carrière à la direction du Trésor, a par ailleurs exercé des fonctions au sein du FMI (Fonds Monétaire International). De mai 2002 à octobre 2003, il occupait la fonction de conseiller technique au cabinet de Francis Mer, alors ministre de l'économie, des finances et de l'industrie.

Ramon Fernandez est diplômé de Sciences Po et de l'ENA, promotion Léon Gambetta (1991-1993).

Ramon FERNANDEZ

Director General of the Treasury,

Ministry for the Economy and Finance

Since March 2009, Ramon FERNANDEZ has been Director-General of the Treasury. From April 2008 to January 2009, he was Principal Private Secretary to the Minister for Labour, Labour Relations, the Family and Solidarity. From June 2007 to April 2008, he was Senior Economic Adviser to the Presidency of the French Republic.

Prior to these positions, he occupied several posts at the Treasury Directorate, and IMF. From May 2002 to October 2003, he was technical Staff Adviser to the Minister for the Economy, Finance and Industry.

Ramon Fernandez is graduated from the Institute of Political Studies ("Science Po"), Paris (1988) and from the French Senior Civil Service School (ENA), Léon Gambetta class, 1991-1993.



Quel financement pour l'économie
mondiale de demain ?



Introduction / Key note speech

BERCY, LE 13 DÉCEMBRE 2013

TRÉSOR
DIRECTION GÉNÉRALE



Michel BARNIER

Commissaire européen pour le marché intérieur et les services

Engagé très tôt dans le mouvement gaulliste sur une ligne européenne, Michel BARNIER est élu **député de la Savoie**, puis sénateur de 1978 à 1999. Il a présidé le Conseil général de ce Département pendant dix sept ans. C'est pendant cette période qu'il lance avec Jean-Claude KILLY la candidature d'Albertville et de la Savoie pour les **XVIe jeux olympiques d'hiver en 1992 dont il co-présidera l'organisation**.

Il est nommé **Ministre de l'Environnement** en 1993, puis sera **Ministre des Affaires européennes** (1995-1997), **Ministre des Affaires étrangères** (2004-2005) et **Ministre de l'Agriculture et de la Pêche** (2007-2009). En 1999, il quitte ses fonctions nationales et devient, aux côtés de **Romano PRODI**, **Commissaire européen chargé de la politique régionale et de la réforme des institutions**. En 2009, il anime la campagne de la majorité présidentielle pour les élections européennes et préside la **délégation française du Groupe PPE au Parlement européen**. Il est alors proposé au poste de Commissaire européen par le Président de la République **Nicolas SARKOZY** et devient, aux côtés de **José Manuel BARROSO**, Membre de la Commission européenne chargé du **marché intérieur et des services**. Il est également **Vice-président du Parti Populaire européen**.

Michel BARNIER

European Commissioner for Internal Market and Services

Having been active from an early age in the pro-Europe wing of the Gaullist movement, and elected in his late twenties as a national Parliamentarian, Michel Barnier was appointed in 1993 **Minister for the Environment**. He went on to be **Minister for European Affairs** (1995-1997), **Minister for Foreign Affairs** (2004-2005) and **Minister for Agriculture and Fisheries** (2007-2009). In 1999 he resigned from national office to take up his post, as part of **Romano PRODI's team**, as **European Commissioner for regional policy and institutional reform**. In 2009 he led the French Presidential majority's campaign in the European elections and was the head of the **French Delegation of the EPP Group (right wing formation) in the European Parliament**. He was then proposed as European Commissioner by the President of the Republic **Nicolas SARKOZY** and took up his post, alongside **José Manuel BARROSO**, as Member of the European Commission responsible for **Internal Market and Services in early 2010**.



Quel financement pour l'économie
mondiale de demain ?



***Le nouvel environnement
réglementaire a-t-il rendu le système
financier plus sûr ? /
Have post-crisis financial reforms
made the world safer ?***



Jean TIROLE

Président du Conseil d'Administration de l'École d'économie de Toulouse

Jean Tirole est président de l'Ecole d'Economie de Toulouse (TSE), directeur scientifique de l'Institut d'Economie Industrielle (IAST) à Toulouse, membre fondateur de l'Institute for Advanced Study in Toulouse (IAST), professeur invité au MIT et directeur d'études cumulant à l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales. Il est également membre de l'Académie des Sciences Morales et Politiques (élu au fauteuil de Maurice Allais) et du Conseil d'Analyse Economique (CAE).

Ingénieur général des Ponts et Chaussées, il est ancien élève de l'Ecole Polytechnique (promo 1973), ingénieur des Ponts et Chaussées (1978), docteur de troisième cycle en mathématique de la décision (1978, Paris IX) et docteur en économie (1981, MIT). Il a enseigné à l'Ecole Nationale des Ponts et Chaussées (1981-1984) et au MIT (1984-1991), et a été enseignant invité dans de nombreuses universités.

Il a publié plus de 200 articles dans les revues internationales ainsi que 11 livres dont *Game Theory* (avec Drew Fudenberg), *A Theory of Incentives in Regulation and Procurement* (avec Jean-Jacques Laffont), *The Prudential Regulation of Banks* (avec Mathias Dewatripont), *Competition in Telecommunications* (avec Jean-Jacques Laffont), *The Theory of Industrial Organization*, *The Theory of Corporate Finance*, et *Inside and Outside Liquidity* (avec Bengt Holmström). Il travaille actuellement sur les liens entre économie et psychologie, sur la crise financière et la réglementation bancaire, ainsi que sur divers problèmes d'économie industrielle.

Ancien Sloan fellow et Guggenheim fellow, il est Docteur Honoris Causa de l'Université Libre de Bruxelles, de l'Université de Londres (London Business School), de l'Université de Montréal (HEC), de l'Université de Mannheim, de l'Université d'Athènes, de l'Université de Rome 2 Tor Vergata, et des universités Hitotsubashi (Tokyo) et Lausanne. En 1993, il a été élu membre étranger de l'American Academy of Arts and Sciences ainsi que de l'American Economic Association. Il a été président de l'Econometric Society en 1998 et de l'European Economic Association en 2001. Il reçut en 1993 le prix Yrjö Jahnsson de l'European Economic Association (décerné à partir de 1993 tous les deux ans au meilleur économiste européen de moins de 45 ans), et le distinguished-fellow prize de l'université de Munich en 1996. En 2007, il reçut la médaille d'or du CNRS, et est le seul économiste avec Maurice Allais à avoir eu cet honneur. En 2008, il fut le premier récipiendaire du BBVA Frontiers of Knowledge Award dans la catégorie économie, management et finance. Il reçut en 2010 le prix Claude Lévi-Strauss, ainsi que le prix en finance décerné conjointement par l'institut de mathématiques de Berkeley (MSRI) et le Chicago Mercantile Exchange, et en 2013 le Ross Prize.



Jean TIROLE

Chairman of the Board, Toulouse School of Economics

Jean Tirole is chairman of the Foundation JJ Laffont-Toulouse School of Economics (TSE), and scientific director of the Institute for Industrial Economics (IDEI), University of Toulouse Capitole. He is also affiliated with MIT, where he holds a visiting position, and with the Institute for Advanced Study in Toulouse (IAST), which he helped found in 2011. Before moving to Toulouse in 1991, he was professor of economics at MIT. He was president of the Econometric Society in 1998 and of the European Economic Association in 2001.

He holds Honorary Doctorate degrees from the Free University in Brussels (1989), the London Business School (2007), HEC Montreal (2007), the University of Mannheim (2011), the Athens School of Business and Economics (2012), the University of Rome 2 (2012), Hitotsubashi University (2013) and Université de Lausanne (2013). Among other prizes and honors, he received the Yrjö Jahnsson prize of the European Economic Association (granted every other year to an economist under the age of 45 who has made a contribution in theoretical and applied research that is significant to economics in Europe) in 1993, the gold medal of the CNRS in 2007 (the second economist, after Allais in 1978, to receive this medal, attributed to one researcher every year since 1954), and was the inaugural winner of the BBVA Frontiers of Knowledge Awards in economics, finance and management in 2008. He received the CME-MSRI award and the Levi-Strauss prize in 2010 and the Ross prize in 2013. He is a foreign honorary member of the American Academy of Arts and Sciences (1993) and of the American Economic Association (1993). He was elected to Allais' chair at the French Académie des Sciences Morales et Politiques in 2011.

Jean Tirole has given over seventy distinguished lectures and has published about two hundred articles in economics and finance, as well as 11 books. He received his PhD in economics from MIT in 1981, engineering degrees from Ecole Polytechnique, Paris (1976) and from Ecole Nationale des Ponts et Chaussées, Paris (1978) and a "Doctorat de 3ème cycle" in decision mathematics from the University Paris IX (1978).



Mark CARNEY

Gouverneur de la Banque d'Angleterre, Président du FSB

Mark Carney est gouverneur de la Banque d'Angleterre, président du comité de politique monétaire, du comité de politique financière et également président du conseil d'administration de l'autorité de régulation prudentielle. Sa nomination au poste de gouverneur a été approuvée le 26 novembre 2012 par Sa Majesté la Reine. Il a pris ses fonctions le 1er juillet 2013.

Parallèlement à ses fonctions de gouverneur de la Banque of England, Mark Carney est président du Conseil de stabilité financière, premier Vice-président du Comité européen du risque systémique, membre du Groupe des Trente et du Conseil de fondation du Forum économique mondial.

Mark Carney est né au Canada en 1965 à Fort Smith, dans les Territoires du Nord-Ouest. Il est titulaire d'une licence en économie obtenue à l'Université de Harvard (1988) et d'une maîtrise et d'un doctorat dans cette même matière, obtenus à l'Université d'Oxford en 1993 et 1995, respectivement.

Après treize années passées chez Goldman Sachs à Londres, Tokyo, New York et Toronto, Mark Carney a été nommé en août 2003 sous-gouverneur de la Banque du Canada. En novembre 2004, il quitte la Banque du Canada pour assumer les fonctions de sous-ministre délégué principal des Finances, poste qu'il a occupé jusqu'à sa nomination comme gouverneur de la Banque du Canada le 1er février 2008. Mark Carney a été gouverneur de la Banque du Canada et président du conseil d'administration de cet établissement jusqu'au 1er juin 2013.



Mark CARNEY

Governor of Bank of England, Chairman of the FSB

Mark Carney is Governor of the Bank of England and Chairman of the Monetary Policy Committee, Financial Policy Committee and the Board of the Prudential Regulation Authority. His appointment as Governor was approved by Her Majesty the Queen on 26 November 2012. The Governor joined the Bank on 1 July 2013.

In addition to his duties as Governor of the Bank of England, he serves as Chairman of the Financial Stability Board (FSB), First Vice-Chair of the European Systemic Risk Board, a member of the Group of Thirty and of the Foundation Board of the World Economic Forum.

Mark Carney was born in Fort Smith, Northwest Territories, Canada in 1965. He received a bachelor's degree in Economics from Harvard University in 1988. He went on to receive a master's degree in Economics in 1993 and a doctorate in Economics in 1995, both from Oxford University.

After a thirteen-year career with Goldman Sachs in its London, Tokyo, New York and Toronto offices, Mark Carney was appointed Deputy Governor of the Bank of Canada in August 2003. In November 2004, he left the Bank of Canada to become Senior Associate Deputy Minister of Finance. He held this position until his appointment as Governor of the Bank of Canada on 1 February 2008. Mark Carney served as Governor of the Bank of Canada and Chairman of its Board of Directors until 1 June 2013.



Danièle NOUY

Secrétaire général de Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR)

1974 : Recrutement par la Banque de France

1976 – 1985 : Commission de Contrôle des Banques (précédente appellation de la Commission Bancaire française)

1985 – 1986 : Représentant de la Banque de France à New-York

1986 – 1987 : Direction Générale des Services Etrangers de la Banque de France, en charge de travaux d'étude sur les euro-marchés

1987 – 1996 : Retour à la Commission Bancaire, en tant que chef du Service des Etudes (1987-1990), puis Directeur de la Surveillance des Etablissements de Crédit (1990-1994), puis Directeur Délégué auprès du Secrétaire Général de la Commission Bancaire, Représentant de la France au Comité de Bâle

1996 – 1998 : Secrétaire Général Adjoint du Comité de Bâle pour la Supervision Bancaire

1998 – 2003 : Secrétaire Général du Comité de Bâle pour la Supervision Bancaire

2003 – 2010 : Secrétaire Général de la Commission Bancaire

(et Président du Comité Européen des Contrôleurs Bancaires entre janvier 2006 et janvier 2008)

Depuis mars 2010, Danièle Nouy est Secrétaire Général de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution

Le 20 novembre 2013 le Conseil des Gouverneurs de la BCE a désigné D. Nouy comme candidate à la présidence du Comité de supervision du MSU



Danièle NOUY
ACPR Secretary General

Ms. Nouy was born in 1950; she is married and has two daughters.

Ms. Nouy joined the Banque de France in 1974. Between 1976 and 1985 she worked in the Banking Supervisory Commission (previous name of the French Banking Commission). From 1985 to 1986 she was representative of the Banque de France in New York; after that, she spent one year in the Foreign Department of the Banque de France in charge of research work on Euromarkets. In 1987 Danièle Nouy returned back to the Banking Commission as Head of the Research Department and Policy Group (1987-90); Director of Financial Institutions Supervision (1990-94); Director, associate to the General Secretary of the Commission Bancaire, French member of the Basel Committee on Banking Supervision; Chairman of Basel Committee subgroup in charge of derivatives (1993-96). Between 1996 and 1998 she was appointed Deputy Secretary General of the Basel Committee on Banking Supervision; and between 1998 to 2003 she was Secretary of the same Committee. From 2003 to 2010 she was Secretary General of the French Banking Commission (and Chair of the Committee of European Banking Supervisors – CEBS, between January 2006 and January 2008). From March 2010, she was Secretary General of the Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution.

On 20 November 2013 ECB Governing Council nominated D. Nouy as candidate for chair of the SSM Supervisory Board



Michel PEBEREAU

Président d'honneur de BNP Paribas

Polytechnicien et diplômé de l'ENA, Inspecteur Général honoraire des Finances, Michel Pébereau a passé quinze ans au ministère de l'Economie et des Finances, à l'Inspection des Finances, puis à la direction du Trésor.

Il a quitté l'Administration pour le Crédit Commercial de France en 1982 et a dirigé la privatisation de deux banques : le CCF dont il a été Président Directeur Général de 1987 à 1993 et la Banque Nationale de Paris dont il a été Président Directeur Général de 1993 à 2000.

Après avoir réalisé la fusion de BNP et de Paribas à l'issue d'une longue bataille boursière, il a été Président Directeur Général de BNP Paribas de 2000 à 2003 ; il en a été Président de 2003 à 2011 après avoir fait séparer les deux fonctions. Il en est Président d'Honneur.

En 2001, il a été élu « Financier de l'année » par l'Association Nationale des Docteurs es Sciences Economiques et « Stratège de l'année » par le quotidien économique La Tribune. Il a été à nouveau élu Stratège de l'année en 2009.

En 2011, il a reçu le grand prix de l'économie (jury réuni par Les Echos et Radio classique) et The Banker Lifetime Achievement Award. Il a présidé l'International Monetary Conference, l'Institut International d'Etudes Bancaires, de 2004 à 2008 la Fédération Bancaire Européenne, et de 2009 à 2011 la Table Ronde Financière Européenne. Il a été une dizaine d'années membre du Comité consultatif international de la Federal Reserve Bank à New York, de l'International Advisory Panel of Monetary Authority of Singapore (MAS) et de l'International Business Leaders' Advisory Council for the Mayor of Shanghai (IBLAC). Il a présidé l'Institut de l'Entreprise et l'Institut Aspen France, ainsi que le Conseil de Direction de l'Institut d'Etudes Politiques de Paris jusqu'au mois d'avril 2013.

Il est membre de l'Académie des Sciences Morales et Politiques et Grand Officier de la Légion d'Honneur.



Michel PEBEREAU

Honorary Chairman of BNP Paribas

Michel Pébereau is a graduate of both the *École Polytechnique* and the *École Nationale d'Administration* (ENA). He spent the first 15 years of his career at the French Ministry of Economy and Finance, first at the Finance Inspection Department and subsequently at the Treasury.

In 1982, Mr Pébereau left government service to join the bank *Crédit Commercial de France* (CCF). During his banking career, he subsequently oversaw the privatisation of two banks: the CCF, where he served as Chairman and CEO from 1987 to 1993, and the *Banque Nationale de Paris* (BNP), where he was Chairman and CEO from 1993 to 2000. After the merger in 2000 of BNP and Paribas following a lengthy takeover battle between the two banks, Michel Pébereau became Chairman and CEO of the newly-created BNP Paribas until 2003 when the two positions were separated. Mr. Pébereau continued as Chairman until his retirement in 2011. Today he retains the title of Honorary Chairman.

In 2001, he was named "Financier of the Year" by the *Association Nationale des Docteurs es Sciences Economiques*, the French Association of Economists, and was honoured as "Strategist of the Year" by *La Tribune*, a French business newspaper. In 2009 he was once again voted "Strategist of the Year" and in 2011, he received both the *Grand Prix de l'économie*, a major business award from a jury organized by *Les Echos*, the leading business newspaper in France and *Radio classique*. He was also recipient of "The Banker Lifetime Achievement Award".

He chaired the International Monetary Conference and presided over the *Institut International d'Etudes Bancaires*, a top-level financial sector round-table. From 2004 to 2008, he served as President of the European Banking Federation and from 2009 to 2011 he was President of the European Financial Services Round Table. For over a decade he sat as a member of the International Advisory Committee of the Federal Reserve Bank of New York, the International Advisory Panel of the Monetary Authority of Singapore, and the International Business Leaders' Advisory Council for the Mayor of Shanghai. He has chaired not only the *Institut de l'Entreprise*, a think tank set up by MEDEF, the French business leaders' federation, but also the French arm of the Aspen Institute, which promotes international dialogue and enlightened leadership, until April 2013.

Michel Pébereau was Chairman of the Board of Governors of the Paris-based research and higher education institution *Institut d'Etudes Politiques* ("*Sciences Po*") (1988-2012). He is member of the French *Académie des Sciences Morales et Politiques* and was awarded the title of *Grand Officier* of the *Légion d'Honneur*, the highest civil honor in France.



Thierry PHILIPPONNAT

Secrétaire général de Finance Watch

Diplômé de l'Institut d'Etudes Politiques de Paris (1983) et titulaire d'un Diplôme d'Etudes Approfondies en économie (1985), Thierry Philipponnat a commencé une carrière dans la finance en 1985 et a successivement travaillé comme exploitant bancaire à la Banque Française du Commerce Extérieur (Toulouse), opérateur sur les marchés d'options et d'obligations convertibles chez O'Connor & Associates (Londres), responsable de l'activité produits structurés chez Exane (Paris), directeur exécutif en charge des dérivés d'actions pour l'Europe francophone chez UBS (Londres), responsable adjoint de la structuration de l'activité « equity financing » de BNP Paribas (Paris), et directeur de l'activité produits dérivés sur actions du groupe Euronext.liffe. Au titre de cette dernière activité, Thierry était membre des Comités exécutifs d'Euronext (Paris) et du LIFFE (Londres).

A partir de 2006, Thierry s'est impliqué dans le monde des ONG, en participant avec Amnesty International à différentes campagnes et à des actions de lobbying sur l'impact du secteur financier sur les droits humains. Il a ensuite été élu membre du Bureau exécutif d'Amnesty International France.

En 2010 il prend la responsabilité du montage du projet Finance Watch. Le 30 juin 2011 il est nommé Secrétaire général de Finance Watch par le conseil d'administration élu lors de l'assemblée générale constitutive. Il dirige depuis l'ONG Finance Watch (www.finance-watch.org).

Il a été nommé le 27 novembre 2013 membre du collège de l'Autorité des marchés financiers (AMF).



Thierry PHILIPPONNAT
Finance Watch Secretary General

Graduate of the Institut d'Etudes Politiques de Paris (1983) and holder of a postgraduate research degree (*Diplôme d'études approfondies*) in economics (1985), Thierry Philipponnat began his career in finance in 1985, working successively as corporate banker at Banque Française du Commerce Extérieur (Toulouse), options and convertible bonds trader at O'Connor & Associates (London), head of structured products at Exane (Paris), executive director in charge of equity derivatives for French-speaking Europe at UBS (London), deputy head of equity financing structuring at BNP Paribas (Paris) and head of equity derivatives for the Euronext.liffe group. In this capacity, he was a member of the executive committees of Euronext (Paris) and LIFFE (London).

In 2006, Thierry moved into the world of NGOs, taking part alongside Amnesty International in various lobbying campaigns on the impact of the financial sector on human rights. He was subsequently elected to the Executive Committee of Amnesty International France.

In 2010, he took charge of the Finance Watch project. On 30 June 2011, he was appointed Secretary General of Finance Watch by the Board of Directors elected at its constituent general assembly. Since then, he has run the NGO Finance Watch (www.finance-watch.org).

On 27 November 2013, he was appointed Member of the Board of "Autorité des marchés financiers," the French financial markets regulator.



Quel financement pour l'économie
mondiale de demain ?



***Vers une « déglobalisation »
financière ? /
Towards a new era of financial
« de-globalization » ?***

BERCY, LE 13 DÉCEMBRE 2013

TRÉSOR
DIRECTION GÉNÉRALE



Hyun Song SHIN

Professeur d'économie à l'Université de Princeton

Hyun Song Shin, de nationalité coréenne, est professeur d'économie (Hughes- Rogers) à l'Université de Princeton. Ses domaines de spécialité sont les institutions financières, le risque et la stabilité financière, thèmes sur lesquels il a abondamment publié, tant dans des publications universitaires qu'institutionnelles. Il est l'auteur de *Risk and Liquidity*, publié dans le cadre des conférences de Clarendon sur le thème de la finance organisées en 2008, et co-auteur du rapport de Genève de 2009 sur les principes fondamentaux de la régulation financière. Avant d'être nommé professeur à Princeton en 2006, il résidait au Royaume-Uni où il occupait plusieurs postes universitaires, à Oxford et à la *London School of Economics*.

En 2010, il s'est mis en disponibilité pour devenir le principal conseiller du président Lee Myung-bak sur les questions d'économie internationale. C'est à cette époque que la Corée du Sud a conçu et entrepris la mise en œuvre de ses politiques macroprudentielles. En 2014, le Professeur Shin quittera le monde universitaire. Il a été récemment nommé conseiller économique et responsable des études à la Banque des règlements internationaux, fonctions qu'il occupera à compter de mai 2014. Il est membre de la Société d'économétrie et de la *British Academy*.

Hyun Song SHIN

Professor of Economics at Princeton University

Hyun Song Shin is the Hughes-Rogers Professor of Economics at Princeton University. His research interests cover financial institutions, risk and financial stability issues, topics on which he has published widely both in academic and policy outlets. He is the author of *Risk and Liquidity* the 2008 Clarendon Lectures in Finance, and co-authored the 2009 Geneva Report on the *Fundamental Principles of Financial Regulation*. Before moving to Princeton in 2006, he was based in the United Kingdom, holding academic positions in Oxford and the London School of Economics. Professor Shin is a Korean national.

In 2010, he was on leave from Princeton, serving as the Senior Adviser to President Lee Myung-bak on the International Economy. During his tenure as Presidential Adviser, Korea designed and began implementation of its macroprudential policies. Professor Shin will rejoin the policy world in 2014. He was recently appointed as Economic Adviser and Head of Research at the Bank for International Settlements for a term beginning in May 2014. He is a fellow of the Econometric Society and of the British Academy.



Agnès BENASSY-QUÉRÉ

Présidente déléguée du Conseil d'analyse économique

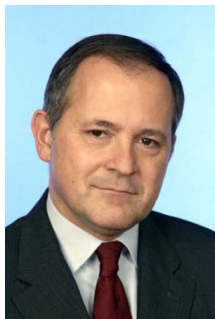
Agnès Bénassy-Quéré est Professeur à l'Ecole d'Economie de Paris - Université Paris 1 et Présidente-déléguée du Conseil d'Analyse Economique. Elle détient un Doctorat d'économie de l'Université Paris-Dauphine. Elle a tout d'abord travaillé au Ministère des Finances et de l'Industrie, comme économiste au Bureau de la politique économique (1991-1992). Elle a ensuite été Maître de conférences à l'Université de Cergy-Pontoise (1993-1996), puis Professeur à l'Université de Lille 2 (1996-1999), Directeur adjoint au CEPII (1999-2000) et Professeur à l'Université Paris-Ouest (2001-2004). En 2004, elle retourne au CEPII comme Directeur adjoint, avant de prendre la direction du centre de 2006 à 2012. Agnès Bénassy-Quéré a aussi été Professeur chargé de cours à l'Ecole Polytechnique (2003-2011) et membre du Shadow ECB Council (2005-2010). Elle est membre de la Commission Economique de la Nation et du Cercle des économistes. Elle est chercheur associé du CESifo (Münich). Ses recherches portent principalement sur le système monétaire international et sur la politique macroéconomique en Europe.

Agnès BENASSY-QUÉRÉ

Deputy President of the Conseil d'Analyse économique (Council of Economic Analysis)

Agnès Bénassy-Quéré is a Professor at Paris School of Economics - University of Paris 1 Panthéon Sorbonne, and the Chair person of the French Council of economic analysis. After defending her PhD in economics at University Paris-Dauphine, she worked for the French Ministry of economy and finance (1991-1992), before becoming a lecturer at the University of Cergy-Pontoise (1992-

1996), a professor at the University of Lille 2 (1997-1998), a Deputy-director at CEPII (1999-2000) and a professor at the University Paris-Ouest (2001-2004). In 2004, she returned to CEPII as a Deputy-director, before being appointed director in July 2006 – a position she held until September 2012. Agnès Bénassy-Quéré is also affiliated with CESifo. She is a Member of the Commission Economique de la Nation and of the Cercle des Economistes. She is a former Associate professor of Ecole Polytechnique and a former member of the Shadow ECB Council. Her research interests focus on the international monetary system and European macroeconomic policy.



Benoît CŒURÉ

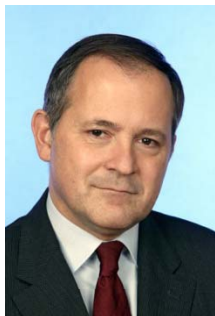
Membre du directoire de la Banque Centrale Européenne

Benoît Coeuré est membre du directoire de la Banque centrale européenne depuis le 1er janvier 2012. Il est responsable des Opérations de marché, des Études et de la recherche, et des Systèmes de paiement et infrastructure de marché. En septembre 2013, il a été nommé président du Comité sur les systèmes de paiement et de règlement de la Banque des règlements internationaux.

Avant de rejoindre la BCE, M. Coeuré a assumé diverses fonctions au sein de la Direction du Trésor. De 2002 à 2007, il a occupé le poste de directeur général adjoint, et ensuite de directeur général de l'Agence France Trésor, chargée de la gestion de la dette de la France. De 2007 à 2009, il a été chef du service des Affaires multilatérales et du développement, co-président du Club de Paris et « sous-sherpa finances » au G8 et au G20 pour la France. De 2009 à 2011, il a assuré les fonctions de directeur général adjoint et d'économiste en chef à la Direction générale du Trésor.

De plus, il a co-présidé, en 2009, le groupe de travail du G20 sur la réforme de la Banque mondiale et des autres banques multilatérales de développement et, en 2011, le sous-groupe de travail du G20 sur la gestion de la liquidité mondiale.

M. Coeuré est diplômé de l'École polytechnique de Paris. Ancien élève de l'École nationale de la statistique et de l'administration économique (ENSAE), il détient un diplôme d'études approfondies d'analyse et politique économique et est titulaire d'une licence de japonais. Il a enseigné l'économie internationale et la politique économique à l'École polytechnique et à l'Institut d'études politiques de Paris. Il est en outre l'auteur de nombreux articles et livres sur la politique économique, le système monétaire international et les questions économiques liées à l'intégration européenne, dont *Politique économique*, De Boeck, édition révisée en 2012, paru également en 2010 chez Oxford University Press (avec Agnès Bénassy-Quéré, Pierre Jacquet et Jean Pisani-Ferry).



Benoît CŒURÉ

Member of the European Central Bank's Executive Board

Benoît Coeuré has been a member of the Executive Board of the European Central Bank since 1 January 2012. He is responsible for Market Operations, Research, and Payments and Market Infrastructure. In September 2013 he was appointed Chairman of the Bank for International Settlements' Committee on Payment and Settlement Systems.

Prior to joining the ECB, he served in various policy positions at the French Treasury. He was the Deputy Chief Executive, then Chief Executive, of the French debt management office, Agence France Trésor, between 2002 and 2007. From 2007 to 2009, he was France's Assistant Secretary for Multilateral Affairs, Trade and Development, co-chair of the Paris Club and G8 and G20 Finance Sous-Sherpa for France. From 2009 to 2011, he was Deputy Director General and Chief Economist of the French Treasury.

Mr Coeuré co-chaired the G20 working group on reforming the World Bank and the other multilateral development banks in 2009, and the G20 sub-working group on global liquidity management in 2011.

Mr Coeuré is a graduate of the École polytechnique in Paris. He holds an advanced degree in statistics and economic policy from the École nationale de la statistique et de l'administration économique (ENSAE) and a B.A. in Japanese. He has taught international economics and economic policy at the École polytechnique and at Sciences Po in Paris. He has authored articles and books on economic policy, the international monetary system and the economics of European integration, including *Dealing with the New Giants: Rethinking the Role of Pension Funds* (CEPR, 2006, with Tito Boeri, Lans Bovenberg and Andrew Roberts) and *Economic Policy: Theory and Practice* (Oxford University Press, 2010, with Agnès Bénassy-Quéré, Pierre Jacquet and Jean Pisani-Ferry).



Philipp HILDEBRAND

Vice Président de BlackRock

Philipp Hildebrand est vice-président de BlackRock, membre du comité exécutif mondial de ce fonds d'investissement et président de Multi-Asset Strategies (MAS). Philipp Hildebrand est Professeur adjoint titulaire invité (Senior Visiting Fellow) à l'institut Blavatnik de l'Université d'Oxford spécialisé dans les politiques publiques et est membre du conseil consultatif de l'institut.

Jusqu'en janvier 2012, il occupait le poste de Président de la Direction de la Banque nationale suisse (BNS). À ce titre, il a été membre du conseil d'administration de la Banque des règlements internationaux (BRI), gouverneur pour la Suisse au Fonds monétaire international (FMI) et membre du Conseil de stabilité financière (CSF).

En novembre 2011, les dirigeants du G20 l'ont nommé Vice-président du CSF.

Avant cela, M. Hildebrand avait été directeur général des investissements au sein d'une banque privée suisse et l'un des associés du fonds Moore Capital Management à Londres.

Entre 2006 et 2009, il a été membre du comité stratégique de l'Agence France Trésor. Il a débuté sa carrière professionnelle au Forum économique mondial à Genève.

En 2011, M. Hildebrand a été désigné meilleur banquier central par le magazine *The Banker*. M. Hildebrand est membre du Groupe des Trente et membre honoraire du Lincoln College, à Oxford. En 1988, M. Hildebrand a obtenu une licence à l'Université de Toronto, en 1990 un diplôme de 3e cycle à l'Institut de hautes études internationales et du développement de Genève et en 1994, un doctorat en relations internationales à l'Université d'Oxford.



Philipp HILDEBRAND

Vice Chairman of BlackRock

Philipp Hildebrand is Vice Chairman of BlackRock, a member of the firm's Global Executive Committee, and Chairman of Multi-Asset Strategies (MAS). Philipp has served as a Senior Visiting Fellow at Oxford University's Blavatnik School of Government and he sits on the School's International Advisory Board.

Until January 2012, he served as Chairman of the Governing Board of the Swiss National Bank (SNB). In that capacity, he was a Director of the Bank for International Settlements (BIS), the Swiss Governor of the International Monetary Fund (IMF) and a member of the Financial Stability Board (FSB).

In November 2011, the Leaders of the G20 appointed him Vice Chairman of the FSB. Previously, Mr. Hildebrand served as Chief Investment Officer of a Swiss private bank and as a partner of Moore Capital Management in London.

Between 2006 and 2009, he served as a member of the Strategic Committee of the French Debt Management Office. He began his professional career at the World Economic Forum in Geneva.

In 2011, Mr. Hildebrand received the Central Banker of the Year, Europe Award from The Banker. Mr. Hildebrand is a member of the Group of Thirty and an Honorary Fellow of Lincoln College, Oxford. Mr. Hildebrand earned a BA from the University of Toronto in 1988, a Master's degree from the Graduate Institute of International Studies in Geneva in 1990, and a DPhil from the University of Oxford in 1994.



José VIÑALS

Conseiller financier et Directeur

Département des marchés monétaires et de capitaux au FMI

José Viñals est actuellement Conseiller financier et Directeur du Département des marchés monétaires et de capitaux du Fonds monétaire international (FMI). Il représente le FMI au Conseil de stabilité financière. Il détient une licence en économie de l'université de Valence, une maîtrise en économie de la London School of Economics, ainsi qu'une maîtrise et un doctorat en économie de l'université Harvard. Il a enseigné au département d'économie de l'université de Stanford.

Sa carrière professionnelle est étroitement liée à la banque centrale d'Espagne, où il a occupé le poste de Vice-Gouverneur après avoir été Chef des études économiques, Chef des études économiques, monétaires et financières, et Directeur général. Il a joué un rôle aussi dans des instances internationales. Il a dirigé l'équipe de conseillers économiques du Comité des gouverneurs des banques centrales de l'Union européenne et a fait partie du Comité de la Banque des règlements internationaux sur le système financier mondial, du Comité de politique monétaire de la Banque centrale européenne et du groupe de haut niveau nommé par le Président de la Commission européenne pour examiner les enjeux économiques dans l'Union européenne. Il a aussi été membre du Comité économique et financier de l'Union européenne et du conseil d'administration de la Comisión Nacional del Mercado de Valores en Espagne.

M. Viñals a été Président du centre d'études monétaires et financières en Espagne, Président du Comité des relations internationales de la Banque centrale européenne et Président du Fondo de Garantía de Depósitos de Bancos, Cajas de Ahorros y Cooperativas del Crédito de España.

Il a reçu le Premio Rey Jaime I d'économie en 2001.



José VIÑALS

Financial Counsellor and Director

Monetary and Capital Markets Department at IMF

José Viñals is currently the Financial Counsellor and Director of the Monetary and Capital Markets Department of the International Monetary Fund (IMF). He represents the IMF at the Financial Stability Board. He holds a Bachelor's degree in Economics from the University of Valencia; a Master's degree in Economics from the London School of Economics; and Master's and Doctoral (Ph.D.) degrees in Economics from Harvard University. He is a former Faculty Member of the Economics Department at Stanford University.

His professional career has been closely tied to the Central Bank of Spain, where he served as Deputy Governor after holding successive positions as Head of Economic Studies; Head of Economic, Monetary, and Financial Studies; and Director-General. He has also played a role in international fora. He headed the team of economic advisors to the Committee of Governors of European Union Central Banks and was a member of: the Bank for International Settlements (BIS) Committee on the Global Financial System; the European Central Bank Monetary Policy Committee; and the high-level group appointed by the President of the European Commission to examine economic challenges in the European Union. He was also a member of the European Union Economic and Financial Committee and a Board Member of the Spanish Securities Authority, the Comisión Nacional del Mercado de Valores.

Mr. Viñals served as Chairman of the Center for Monetary and Financial Studies (CEMFI) in Spain; Chairman of the European Central Bank International Relations Committee; and Chairman of Spain's Deposit Guarantee Funds, the Fondo de Garantía de Depósitos de Bancos, Cajas de Ahorros y Cooperativas del Crédito de España.

His awards include the Premio Rey Jaime I (King James I Prize) in Economics in 2001.



Quel financement pour l'économie
mondiale de demain ?



***Quelles évolutions pour le
financement des entreprises ? /
Trends and fads in financing
corporates***

BERCY, LE 13 DÉCEMBRE 2013

TRÉSOR
DIRECTION GÉNÉRALE



Christian NOYER

Gouverneur de la Banque de France

Christian NOYER est né en 1950 près de Paris. Après des études de droit à Rennes et à Paris, et à l'Institut d'études politiques de Paris, puis un service militaire comme officier de marine, il entra en 1974 à l'École nationale d'administration.

Affecté à la direction du Trésor du Ministère de l'économie et des finances en 1976, il passa deux années à Bruxelles en 1980-82 à la représentation permanente de la France auprès des Communautés européennes. De retour au Trésor, il occupa diverses fonctions, tant dans le secteur domestique (trésorerie et dette, affaires bancaires, financement de l'industrie et entreprises publiques) que dans celui des affaires internationales (questions multilatérales et financement des exportations). Il fut nommé directeur du Trésor en 1993. Durant sa carrière, il fut également conseiller au cabinet de M. Balladur, alors ministre des finances, en 1986-88, et directeur de cabinet de deux autres ministres des finances, MM. Alphandéry et Arthuis, en 1993 et en 1995-97. Il fut nommé vice-président de la Banque centrale européenne en 1998, lors de l'établissement de l'institution à Francfort, pour un mandat expirant en 2002.

Son expérience européenne et internationale inclut plusieurs années de participation au Comité monétaire européen, la position de suppléant du ministre des finances à l'OCDE, au G7 et au G10, celle de gouverneur suppléant au FMI et à la Banque mondiale, ainsi que la présidence du Club de Paris de 1993 à 1997.

Nommé Gouverneur de la Banque de France le 1er novembre 2003, il a vu son mandat renouvelé en novembre 2009. Il préside le Conseil général.

Il est président de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution et de l'Observatoire de la sécurité des cartes de paiement. Il est président du conseil de surveillance de l'Institut d'émission des départements d'Outre-Mer (IEDOM) et du conseil de surveillance de l'Institut d'émission d'Outre-Mer (IEOM).

Il est membre du Conseil des gouverneurs et du Conseil général de la Banque centrale européenne. Il est président de la Banque des règlements internationaux (BRI) et Gouverneur suppléant du Fonds monétaire international.

Commandeur de la Légion d'Honneur et Chevalier de l'Ordre national du Mérite en France, il est aussi Commandeur dans l'ordre des Arts et des Lettres. Il a reçu également plusieurs décorations de différents pays, en particulier l'Ordre national du Lion au Sénégal et la Grand-Croix de l'Ordre du Mérite Civil en Espagne.



Christian NOYER

Gouverneur de la Banque de France

Christian Noyer was born in 1950 near Paris. He studied law in Rennes and Paris and subsequently graduated from the *Institut d'études politiques de Paris*. In 1974, following his military service as an officer in the Navy, he entered the *École nationale d'administration* (ENA). Appointed to the Treasury in the Ministry of the Economy and Finance in 1976, he subsequently spent two years in Brussels (1980-82) at France's permanent representation to the European Communities. Back at the Treasury, he held a range of posts dealing with both domestic issues (government cash and debt management, banking affairs, financing of industry and state-owned enterprises) and international affairs (multilateral issues, export financing). He was appointed Head of the Treasury in 1993. Other posts held include advisor to Edouard Balladur, then Minister of Finance (1986-88), and Chief of Staff for two other Ministers of Finance, Edmond Alphandéry and Jean Arthuis (1993 and 1995-97 respectively). He was appointed Vice-President of the European Central Bank in 1998 when the institution was set up in Frankfurt, and occupied this position until 2002.

His European and international experience includes several years serving on the European Monetary Committee, the position of alternate for the Minister of Finance at the OECD, the G7 and the G10, the position of alternate Governor at the IMF and World Bank, and the chairmanship of the Paris Club (1993-1997).

Since 1 November 2003, he has been Governor of the Banque de France, where he chairs the General Council. He has been reappointed in October 2009.

He is Chairman of the "*Autorité de contrôle prudentiel*" (ACP), the Banking Mediation Committee and the Observatory for Payment Card Security. He also chairs the supervisory boards of the *Institut d'émission des départements d'Outre-Mer* (IEDOM - the French overseas departments note-issuing bank) and the *Institut d'émission d'Outre-Mer* (IEOM - the French overseas note-issuing bank).

He is a member of the Governing Council and General Council of the European Central Bank, Chairman of the Bank for International Settlements and alternate Governor at the International Monetary Fund.

He has been awarded the honours of *Commandeur de la Légion d'Honneur* and *Chevalier de l'Ordre National du Mérite* in France also *Commandeur dans l'ordre des Arts et des Lettres*, and has received decorations from several other countries, notably the *Ordre National du Lion* from Senegal and the *Gran Cruz de la Orden del Mérito Civil* from Spain.



Louis GALLOIS

Commissaire général à l'investissement

Diplômé de l'Ecole des hautes études commerciales (HEC) et titulaire d'un diplôme d'études supérieures de sciences économiques, Louis Gallois a intégré ensuite l'Ecole Nationale d'Administration (promotion « Charles de Gaulle »).

A l'issue de sa formation, il est affecté au service des activités financières de la direction du Trésor. Entre 1976 et 1978, il occupe la fonction d'attaché financier auprès de l'ambassade de France à Tokyo.

Il revient à la direction du Trésor en 1979. Deux ans plus tard, il est appelé comme directeur de Cabinet auprès de Jean-Pierre Chevènement, nouveau ministre de l'Industrie.

Il prend la tête de la Direction générale de l'Industrie entre 1982 et 1986, puis est nommé chargé de mission au ministère de l'Economie et des Finances. Louis Gallois retourne en 1988 auprès de M. Chevènement, alors ministre de la Défense, comme directeur de cabinet civil et militaire.

En 1989, il est nommé président de la SNECMA (Société nationale d'études et de construction des moteurs d'aviation), il devient en 1992 président-directeur général de l'Aérospatiale, puis président de la SNCF entre 1996 et 2006.

D'octobre 2006 à août 2007, il préside Airbus avant de devenir président du comité exécutif d'EADS et, parallèlement, premier vice-président du Groupement des industries aéronautiques et spatiales (GIFAS). En 2011, il participe à la création d'un nouveau think tank « La Fabrique de l'Industrie », dont il est nommé président. Il quitte EADS le 31 mai 2012.

Le mercredi 6 juin 2012, Louis Gallois est nommé en Conseil des ministres Commissaire général à l'investissement, succédant ainsi à René Ricol et prend également la suite de Nicole Maestracci comme Président de la FNARS (Fédération Nationale des Associations d'Accueil et de Réinsertion Sociale) le 22 juin 2012.



Louis GALLOIS

General Commissioner for Investment

A graduate of the *Ecole des hautes études commerciales* (HEC) and with a *diplôme d'études supérieures de sciences économiques* (postgraduate degree in economic sciences), Louis Gallois subsequently attended the *Ecole Nationale d'Administration*.

His training completed, he was posted to the financial activities department at the Directorate of the Treasury. He was financial attaché to the French Embassy in Tokyo from 1976 to 1978.

He returned to the Treasury in 1979 and, two years later, Jean-Pierre Chevènement, the new Minister for Industry, asked him to be his chief of staff.

From 1982 to 1986, he headed up the Directorate General for Industry before being appointed *chargé de mission* (expert adviser) at the Ministry for the Economy and Finance. In 1988, Gallois again worked for Jean-Pierre Chevènement, then Minister of Defence, this time as Chief of Staff for Civil and Military Affairs.

He was appointed Chairman of the aircraft engine manufacturer SNECMA in 1989, before becoming Chairman and CEO of Aérospatiale in 1992. He then led the SNCF from 1996 to 2006.

He chaired Airbus from October 2006 to August 2007, then EADS' Executive Committee and, concurrently, was First Deputy Chairman of the *Groupe des industries aéronautiques et spatiales* (GIFAS). During 2011, he contributed to setting up and leading the "*La Fabrique de l'Industrie*" think-tank. He left EADS on 31 May 2012.

On Wednesday 6 June 2012, Louis Gallois was named General Commissioner for Investment by Cabinet decree to replace René Ricol. He also succeeded Nicole Maestracci as Chair of the FNARS (*Fédération Nationale des Associations d'Accueil et de Réinsertion Sociale*) on 22 June 2012.



Clara GAYMARD

Vice-Présidente GE International, Présidente et CEO de GE France, Présidente de l'AmCham France

Nommée en 2006 présidente et CEO de GE en France, Clara Gaymard a renforcé l'activité, la présence et la visibilité de GE sur le territoire, en mettant en œuvre avec succès une stratégie d'investissement et de croissance en étroite collaboration avec l'ensemble des métiers présents en France.

Clara Gaymard est également Vice-Présidente de GE International, et dirige les équipes en charge des comptes stratégiques pour GE en Europe. Auparavant, Mme Gaymard avait assuré la mise en place et la coordination des équipes présentes sur les marchés stratégiques en dehors des Etats Unis, notamment sur les enjeux touchant aux relations avec les gouvernements et les marchés publics.

En janvier 2013, elle a été élue Présidente de la Chambre de Commerce Américaine en France (Amcham France).

Avant de rejoindre GE en septembre 2006, Clara Gaymard était Ambassadeur délégué aux investissements internationaux et dirigeait l'Agence Française pour les Investissements Internationaux (AFII).

Elle a débuté sa carrière en 1982 comme attachée d'administration à la Ville de Paris, au cabinet du Maire – M. Jacques Chirac –, puis à la Direction des Relations Internationales.

Elle occupe ensuite le poste d'auditeur et de conseiller référendaire à la Cour des Comptes de 1986 à 1990. Entre 1991 et 1993, elle est Conseiller commercial au Poste d'Expansion Economique du Caire (Egypte), au sein du Ministère de l'Economie et des Finances.

Revenue à Paris en mars 1993, elle est en charge des relations commerciales avec l'Union européenne au Ministère de l'Economie et des Finances. En 1995, elle devient directrice de cabinet de Colette Codaccioni, ministre de la solidarité entre les générations du premier gouvernement d'Alain Juppé. Elle est ensuite chargée de la sous-direction « appui aux PME et action régionale » pendant quatre ans avant de conduire la « Mission PME » au sein de cette même structure jusqu'en 2003. Elle est également auditeur de la 53^{ème} session d'IHEDN entre 2000 et 2001.

Ancienne élève de l'Ecole nationale d'administration (ENA, promotion 1986), diplômée de l'Institut d'Etudes Politiques de Paris et licenciée en droit et en histoire, Clara Gaymard est également l'auteur de trois ouvrages : « *La vie est un bonheur* » 1997 – Critérion, « *Histoires de femmes et autres simples bonheurs* » 1999 – J. C. Lattès, « *S'il suffisait d'aimer* » 2003 – Fayard

Clara Gaymard a 53 ans, elle est mariée et mère de neuf enfants. Passionnément engagée dans le débat social, Mme Gaymard met ses convictions et son parcours au service de l'égalité des sexes.

Officier dans l'Ordre national du Mérite et chevalier de la Légion d'honneur, elle est également Commandataire de l'Ordre du Mérite de la République italienne. Le magazine Fortune l'a classée en 2011, 30^{ème} de son classement des 50 femmes d'affaires les plus influentes du monde.



Clara GAYMARD

Vice-President of GE International, President and CEO of GE France, President of AmCham France

Having been appointed CEO and President of GE France since 2006, Clara Gaymard has confirmed her noteworthy work, successfully implementing the accuracy of her strategic vision about government relations and public sector procurements.

Alongside this position Clara Gaymard is also Vice-president for GE International. Since she has been managing GE in France, Clara has succeeded in triggering a better consistent strategy for the different businesses, has dramatically boosted the sales and has favored a comprehensive visibility for the company among decision makers, influencers, and towards public opinion.

In January 2013, she has been elected president of the American Chamber of Commerce in France (AmCham France), being the first female president of this centenary organization.

Prior to joining GE, Clara Gaymard achieved an outstanding career within the French administration. After she completed her ENA degree, Clara joined the State Audit Office as an auditor, then as a counsellor. From 1991 to 2003, she held several positions in the French Ministry of Economy and Finance had been focusing on SME investment and economic development as a deputy director.

In 2006, her appointment as Ambassador, President of Invest In France Agency (AFII) was a conclusive crossroads. Heading the Agency, Clara Gaymard was been bringing to a more accurate and actual focus into the issues of innovation and private-public collaboration to favour the economic prosperity.

Having reached the personal goals she expected as a public server, Clara Gaymard seized the opportunity to implement the vision she drew up. Far from disrupting with her previous position, she pursued her public-private crossed vocation as the National Executive of GE in France, then as GE International Vice-President for Government Strategy and Sales.

Besides her career, Clara Gaymard is passionately involved in social debate and action. She is also a daring personality committed to genders equality. Clara is 53, and has nine children.

Officer of National Merit Order and knight of Legion of Honour, she is also decorated of Italian Republic Merit Order. In 2011, Fortune Magazine ranks Clara Gaymard as the 30th most influential women in global business.



Jens HENRIKSSON

Président de Folksam

Formation

2007	Études de 3e cycle en économie, Institut d'études économiques internationales, Université de Stockholm
1998-2002	Études de 3e cycle en économie, Stockholm School of Economics
1993-1994	Études de 3e cycle en économie, Université de Californie, San Diego
1993	Licence en économie et gestion, Université de Lund
1992	Maîtrise en génie électrique et théorie du contrôle, Lund Institute of Technology

Expérience professionnelle

2008	Administrateur, FMI, Washington, États-Unis
2007	<i>Senior Policy Fellow</i> , Institut Bruegel, Bruxelles, Belgique
2006	Conseiller principal auprès du groupe parlementaire social-démocrate suédois
2002-2006	Secrétaire d'État à la politique économique et aux affaires internationales, Ministère suédois des finances
1999-2002	Conseiller économique principal auprès du ministre suédois des finances
1998-1999	Conseiller politique principal auprès du ministre suédois des finances
1994-1998	Conseiller politique auprès du ministre suédois des finances
1993-1994	Éditorialiste au quotidien <i>Arbetet</i>
2006	Membre du conseil d'administration de la société de jeux et de loterie suédoise <i>Svenska Spel AB</i>
2006	Chroniqueur à <i>Fokus</i> , hebdomadaire d'information suédois
2004-2006	Gouverneur suppléant pour la Suède, Fonds monétaire international (FMI)
2004-2006	Gouverneur suppléant pour la Suède, Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD)
2004-2006	Membre du Groupe de travail n° 3 de l'OCDE
2002-2006	Membre du Comité économique et financier de l'UE
1999-2006	Président du Conseil économique paritaire du Parti social-démocrate suédois et de la Confédération des syndicats suédois (LO)
1995-1999	Secrétaire du Conseil économique paritaire du Parti social-démocrate suédois et de la Confédération des syndicats suédois (LO)
2013	PDG de Folksam Sak et Folksam Liv
2010 - 2013	PDG et responsable des marchés actions à Nasdaq OMX ; <i>Senior Vice President de Nasdaq OMX Stockholm AB</i> ; responsable pour les marchés baltiques et des produits à revenus fixes pour les marchés nordiques à Nasdaq OMX
2010-2013	Chroniqueur au journal suédois <i>SvD Näringsliv</i>
2010	Responsable mondial des relations avec les banques à la <i>Swedbank</i>
2008-2010	Administrateur, FMI, Washington, États-Unis



Jens HENRIKSSON

CEO and President of Folksam

Academia

2007	Graduate studies in Economics, Institute of International Economic Studies, Stockholm University
1998 – 02	Graduate studies in Economics, Stockholm School of Economics
1993 – 94	Graduate studies in Economics, University of California, San Diego
1993	B.Sc. in Business Administration and Economics, University of Lund
1992	M.Sc. in Electrical Engineering and Control Theory, Lund Institute of Technology

Professional experience

2008	Executive Director, IMF, Washington DC, USA
2007	Senior Policy Fellow, Bruegel, Brussels, Belgium
2006	Senior Advisor, Swedish Social Democratic Parliamentary Group
2002 – 06	State Secretary for Economic Policy and International Affairs, Swedish Ministry of Finance
1999 – 02	Chief Economic Advisor to the Swedish Minister of Finance
1998 – 99	Chief Political Advisor to the Swedish Minister of Finance
1994 – 98	Political Advisor to the Swedish Minister of Finance
1993 – 94	Editorial writer at the daily newspaper Arbetet
2006	Board member Svenska Spel AB, (Swedish State Gaming Company)
2006	Columnist in Fokus, Swedish Weekly news magazine
2004 – 06	Alternate Governor for Sweden, International Monetary Fund (IMF)
2004 – 06	Alternate Governor for Sweden, European Bank for Reconstruction and Development (EBRD)
2004 – 06	Member, Working Party 3 of the OECD
2002 – 06	Member, EU Economic and Financial Committee
1999 – 06	Chairman, Joint Economic Council of the Swedish Social Democratic and the Swedish Trade Union Confederation (LO) Party
1995 – 99	Secretary, Joint Economic Council of the Swedish Social Democratic and the Swedish Trade Union Confederation (LO) Party
2013	Folksam Sak & Folksam Liv : CEO
2010 – 2013	NasdaqOMX : CEO and Head of Stock Market, Nasdaq OMX Stockholm AB Senior Vice President, Head of Nordic Fixed Income & Baltic Markets, Nasdaq OMX
2010-2013	Columnist, Swedish newspaper SvD Näringsliv
2010	Swedbank : Global Head Bank Relations
2008-2010	Executive Director, IMF Washington DC, USA



Steven MAIJOR

Président de l'Autorité européenne des marchés financiers (ESMA)

FONCTION PRINCIPALE ACTUELLE

Steven Maijoor est directeur général de l'AFM, l'autorité néerlandaise de régulation des marchés financiers, depuis avril 2004. Aujourd'hui, ses principaux domaines de responsabilité sont le contrôle de la communication financière, de l'audit et de l'intégrité des marchés financiers mais aussi les fonctions de contrôle et de finance de l'AFM. Auparavant, il a notamment été en charge du contrôle des prospectus et des introductions en bourse, ainsi que des ressources humaines à l'AFM.

FONCTIONS INTERNATIONALES

Président du Forum international des régulateurs indépendants de l'audit (IFIAR) depuis avril 2009

Vice-président de l'IFIAR de septembre 2007 à mars 2009

Depuis juillet 2010, membre du Groupe de travail de haut niveau sur l'examen de la gouvernance au sein de la Fondation IFRS

Membre de l'ex-AEMF (CESR) d'avril 2004 à août 2007

FONCTIONS ACTUELLES À L'UNIVERSITÉ (À TEMPS PARTIEL)

Enseignement de la comptabilité, de l'audit, du contrôle et de la surveillance à l'Université de Maastricht et à l'Université libre d'Amsterdam

Divers postes de responsabilité à l'université

FONCTIONS UNIVERSITAIRES ENTRE 1991 ET 2004

Doyen de l'École d'économie et de gestion de l'Université de Maastricht, septembre 2001 à mars 2004

Maître de conférences à l'École d'économie et de gestion de l'Université de Maastricht, février 1994 à mars 2004

Chargé de cours à l'École d'économie et de gestion de l'Université de Maastricht, février 1991 à janvier 1994

Professeur invité à l'Université de Californie du Sud, septembre 1992 à janvier 1993

Divers postes de responsabilité à l'université



Steven MAIJOR

Chairman, European Securities and Markets Authority (ESMA)

CURRENT MAIN POSITION

As of April 2004 managing director at the AFM (The Netherlands Authority for the Financial Markets). The main current areas of responsibility within the AFM Management Group are: oversight of financial reporting and auditing, oversight of the integrity of financial markets, and the control & finance function of the AFM. Previous areas of responsibility also include oversight of prospectuses and public offerings, and the AFM human resource function.

INTERNATIONAL POSITIONS

As of April 2009 Chairman of IFIAR (International Forum of Independent Audit Regulators)

Vice-Chairman IFIAR: September 2007 – March 2009

As of July 2010 Member of the high level Working Group regarding the Governance Review of the IFRS Foundation

Member of CESR-fin, April 2004 – August 2007

CURRENT PART-TIME ACADEMIC POSITIONS

Professor in the areas of Accounting, Auditing, Control and Oversight at the Maastricht University, and the Free University Amsterdam

Various supervisory functions in academia

PREVIOUS EXPERIENCE 1991 – 2004

Dean, School of Business and Economics, Maastricht University, September 2001 – March 2004

Full Professor, School of Business and Economics, Maastricht University, February 1994 – March 2004

Assistant and Associate Professor, School of Business and Economics, Maastricht University, February 1991 - January 1994

Visiting Professor, University of Southern California, September 1992 – January 1993

Various supervisory functions in academia



Quel financement pour **l'économie mondiale** de **demain** ?



Conclusion

BERCY, LE 13 DÉCEMBRE 2013

TRÉSOR
DIRECTION GÉNÉRALE



Pierre Moscovici

Ministre de l'Économie et des Finances

A sa sortie de l'ENA en 1984, Pierre Moscovici est affecté à la Cour des comptes, où il est aujourd'hui conseiller maître. De 1990 à 1994, il est Chef de service de la modernisation du service public et du financement au Commissariat général du Plan. Il siège comme député au Parlement européen de 1994 à 1997. En 1997, il est élu député du Doubs et entre dans le gouvernement Jospin, comme Ministre délégué chargé des Affaires européennes, et ce jusqu'en 2002. De 2004 à 2007, Pierre Moscovici est député européen et Vice-président du Parlement européen. De 2007 à 2012, il siège comme député du Doubs à l'Assemblée nationale. Pierre Moscovici est ministre de l'économie et des finances depuis le 16 mai 2012.

Pierre Moscovici

Minister for the Economy and Finance

After graduating from the Ecole nationale d'administration in 1984, Pierre Moscovici was appointed to the *Cour des comptes* (French Government Audit Office), of which he is currently a senior member (*Conseiller maître*). From 1990 to 1994, he headed the Public Service Modernisation and Financing Department at the *Commissariat général du Plan* (French Planning Office). From 1994 to 1997, he was a Member of the European Parliament. In 1997, he was elected to the French Parliament as a representative of the Doubs *département* and joined the Jospin government where he became Minister Delegate with responsibility for European Affairs until 2002. From 2004 to 2007, Mr Moscovici was an MEP and Vice-President of the European Parliament. From 2007 to 2012, he was a Member of the French National Assembly representing the Doubs *département*. He has been Minister for the Economy and Finance since 16 May 2012.



Quel financement pour **l'économie mondiale** de **demain** ?



Retrouvez toutes les informations sur notre site Internet :

<http://www.tresor.economie.gouv.fr/>

All the information on our website :

<http://www.tresor.economie.gouv.fr/>

A stylized graphic of a globe, composed of white curved lines representing latitude and longitude, set against a light blue background. The globe is positioned in the lower right quadrant of the page.

TRÉSOR
DIRECTION GÉNÉRALE